



## Immunité législative en Turquie

Suite aux politiques autoritaires du président Erdoğan et du gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP) – spécialement en ce qui concerne la question kurde-, la Turquie est en train de s'éloigner très rapidement des principes de la démocratie et de l'État de droit. Nous avons exprimé à maintes occasions nos sérieuses inquiétudes que de telles politiques antidémocratiques entraînent le pays vers la violence politique, la polarisation sociale et l'instabilité socio-économique. Nous avons également souligné à maintes reprises que le seul moyen de sortir de cette situation était de reprendre le processus de paix avec le mouvement kurde et d'élargir le champ des politiques démocratiques. Malheureusement, la Turquie se déplace de toutes ces forces dans la direction opposée, malgré les négociations en cours pour son adhésion à l'UE.

La démocratie parlementaire, déjà faible en Turquie, se trouve menacée par une nouvelle attaque totalitaire. Au cours des deux dernières années, le président Erdoğan et le gouvernement de l'AKP ont pratiquement subordonné la justice turque à l'exécutif au travers de plusieurs interventions gouvernementales et légales. Aujourd'hui, un projet de loi récemment rédigé par le gouvernement concernant la levée de l'immunité législative vise à évincer l'opposition politique au parlement. Si elle est adoptée, cette motion suspendra, par le biais d'une clause provisoire, l'article 83 de la Constitution qui garantit l'immunité parlementaire. Une levée de l'immunité parlementaire de façon aussi anti-constitutionnelle élargirait l'emprise monopolistique du bloc Erdoğan-AKP bloc au corps législatif.

Nous considérons ce projet de loi comme une tentative de coup politique pour rompre complètement la séparation des pouvoirs en subordonnant le pouvoir législatif à l'exécutif et en laissant la première à la merci d'un pouvoir judiciaire complètement partial et politisé. En cas de succès, ce coup représenterait l'étape la plus cruciale pour Erdoğan pour le remplacement de la démocratie parlementaire de la Turquie, qu'il a deux fois déclarée «de facto finie», par un système présidentiel absolutiste dans lequel les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires seront pratiquement monopolisés par le Président lui-même.

Depuis la date du 21 Avril 2016, les résumés des procédures judiciaires au sujet de 131 députés ont été envoyés au Parlement. Si la requête de l'AKP passe, ces députés vont perdre leur

**Contact:** [international@hdp.org.tr](mailto:international@hdp.org.tr) **Web:** [www.hdp.org.tr](http://www.hdp.org.tr)

**Address:** Barbaros Mah. Tahrir Cad. Büklüm Sok. No: 117 06680 Çankaya, Ankara - Turkey

**Phone:** +90 312 427 17 80 **Fax:** +90 312 4288957



immunité. Parmi ceux-ci, 26 sont des députés de l'AKP, 51 sont des députés du CHP, 46 sont des députés du HDP et enfin 7 d'entre eux des députés du Parti nationaliste du MHP, et 1 député indépendant. Le gouvernement de l'AKP justifie le profil mixte des groupes politiques auxquels appartiennent ces députés comme preuve d'intention impartiale de la motion, or ceci est tout simplement un prétexte.

Cette motion vise en réalité à détruire l'opposition du HDP au parlement. Malgré le seuil électoral antidémocratique des 10%, les arrestations massives, l'emprisonnement de milliers de dirigeants, membres et électeurs de notre parti, les centaines d'attaques physiques de nos bureaux et la criminalisation, les accusations constantes, le bloc Erdoğan-AKP n'a pas réussi à nous empêcher d'entrer au Parlement lors des élections du 7 Juin et du 1er Novembre 2015. La levée de notre immunité est leur dernière tentative pour exclure le HDP du Parlement. En fait, dans ses nombreuses déclarations publiques au sujet du projet de loi, le président Erdoğan a stigmatisé systématiquement les députés HDP et les désigne comme «partisans du terrorisme» au travers d'accusations sans fondement.

Le HDP est un parti progressiste établi par l'opposition politique kurde et d'autres populations ethno-religieuses sous-représentées, les femmes, les travailleurs et les groupes environnementalistes/écologistes, qui se sont réunis autour des valeurs de la démocratie pluraliste, la paix, la justice et l'égalité. Concevant la répression des droits culturels et politiques du peuple kurde comme un problème général relatif à la formation de l'État-nation en Turquie, nous défendons la lutte pour l'égalité et la liberté de tous les secteurs refoulés de la population de la Turquie. Le profil de notre groupe parlementaire, qui inclut aussi bien des représentants kurdes, turcs, arméniens, syriaques, alévis et Yézidis que des représentants musulmans modérés, des femmes ainsi que des militants travaillistes et écologiques reflète clairement nos engagements politiques démocratiques.

Quant à l'immunité parlementaire, nous croyons que tout le monde doit être traité de manière égale devant la loi. Nous vous rappelons que la levée de l'immunité parlementaire et l'emprisonnement des députés kurdes du Parti de la Démocratie (DEP) en 1994 sous prétexte de «lutte contre le terrorisme» était à la fois un symptôme et un déclencheur de l'une des périodes les plus violentes du conflit kurde en Turquie.

Dans le virage totalitaire que le système politique turc a récemment adopté dans lequel toute critique du bloc Erdoğan-AKP est étiquetée de «terroriste» ou «partisan du terrorisme», la fermeture de la représentation parlementaire à l'opposition politique rendra les Kurdes et d'autres populations marginalisées de la Turquie encore plus vulnérables aux graves formes de violence d'État et de répression. La tutelle de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire permettra même au président

**Contact:** [international@hdp.org.tr](mailto:international@hdp.org.tr) **Web:** [www.hdp.org.tr](http://www.hdp.org.tr)

**Address:** Barbaros Mah. Tahrân Cad. Büklüm Sok. No: 117 06680 Çankaya, Ankara - Turkey

**Phone:** +90 312 427 17 80 **Fax:** +90 312 4288957



Erdođan de demander la révocation de la citoyenneté de ses critiques politiques, allant des députés du HDP aux maires élus kurdes, journalistes, universitaires pro-paix et utilisateurs de médias sociaux. Par cette crainte que le Parlement soit conduit sous le contrôle de l'exécutif, nous soupçonnons que le prochain mouvement de Erdođan soit d'exiger « un État sans les citoyens. »

Le HDP poursuivra sa lutte décidée contre les politiques autoritaires que le bloc Erdođan- AKP mènent pour anéantir la vie démocratique en Turquie.

Compte tenu des injustices dans les affaires judiciaires contre des journalistes, des universitaires, des maires élus kurdes ou des citoyens pour avoir « insulté le président, » nous ne comptons pas sur les tribunaux, qui sont lourdement sous contrôle du président Erdođan, pour rendre justice à nos députés. Nous ne nous rendrons pas à l'autoritarisme et nous continuerons notre lutte démocratique contre toutes sortes de tyrannies.

Dans ce contexte critique pour la démocratie de la Turquie et la résolution pacifique du conflit kurde, nous invitons toutes les personnes et institutions embrassant les valeurs démocratiques universelles à prendre des mesures immédiates et concrètes, à élever fortement la voix et à montrer leur solidarité avec notre lutte contre le coup d'État politique contre le parlement et le HDP.

Sincèrement vôtre,

**Les co-présidents du HDP,  
Selahattin Demirtaş & Figen Yüksekdağ**

**Contact:** [international@hdp.org.tr](mailto:international@hdp.org.tr) **Web:** [www.hdp.org.tr](http://www.hdp.org.tr)

**Address:** Barbaros Mah. Tahran Cad. Büklüm Sok. No: 117 06680 Çankaya, Ankara - Turkey

**Phone:** +90 312 427 17 80 **Fax:** +90 312 4288957